

Migrants : l'Europe otage des discours populistes

Lors du prochain sommet européen, Charles Michel réclamera une réponse ferme à la crise migratoire.

Lorsque Theo Francken, secrétaire d'État à la migration (N-VA), parle de contourner la Convention de Genève, il dit tout haut ce que l'Europe fait déjà un peu. Fermer les ports, créer des camps de triage, renvoyer de manière expéditive, ficher les Roms sont désormais des sujets étalés sur les tables de négociations européennes.

Le parti nationaliste flamand demande-t-il un durcissement de la position belge ?

Il semble que l'écart entre le secrétaire d'État N-VA et le Premier ministre Charles Michel s'est réduit ces dernières semaines. En témoigne un « argumentaire MR » confectionné au siège du parti et (surtout) rue de la Loi, transmis aux responsables bleus le 15 juin, qui

trace la ligne : « 1. Renforcement des frontières extérieures de l'UE. 2. Réforme des accords de Dublin. 3. Mise en place de centres d'information et d'orientation pour les migrants »...

Quelle sera la position belge qu'ira en définitive défendre Charles Michel au Conseil européen la semaine prochaine ? Et cette position fera-t-elle l'objet de tensions au sein de la coalition, en particulier avec la N-VA, qui devait arrêter sa position dans la soirée de mardi ? Un observateur extérieur à la coalition confie : « Ils continueront à mettre la pression, ce ne sera jamais assez pour eux, ils poussent Charles Michel toujours plus en avant... » ■

Jusqu'où ira Salvini ?

Il défie l'Europe, exige des excuses formelles de la France, insulte la Tunisie et Malte, impose sa ligne xénophobe au gouvernement de Giuseppe Conte, traite Berlusconi comme un allié mineur. Ce lundi, Matteo Salvini réclamait un recensement des Roms pour expulser ceux qui seraient en situation irrégulière. Portrait.

Les droites dures donnent le ton

- ▶ Le discours dominant sur la migration s'est considérablement durci sous l'effet des droites dures qui ont pris le dessus dans plusieurs pays européens.
- ▶ La pression est forte sur les 28 à une semaine d'un sommet européen crucial.
- ▶ Elle n'épargne pas le gouvernement belge et son Premier ministre.

Cela part dans tous les sens... On savait depuis des mois que la politique européenne de migration allait constituer l'un des principaux sujets du prochain sommet européen, fin de la semaine à venir. Mais en deux semaines ponctuées d'événements ou de déclarations de dirigeants récemment arrivés au pouvoir – de droite, d'extrême droite, ou populistes – la question migratoire semble être devenue l'épicentre de la vie politique de l'UE, conditionnant peut-être même sa survie ! Refouler les migrants aux frontières, refuser l'entrée aux ports de bateaux chargés de migrants secourus en mer, créer des camps en dehors de l'UE pour y retenir les migrants avant de les déporter... Plus excessives, irréalisables ou

illégalles les unes que les autres (voir ci-dessous), ce sont pourtant bien ces dernières idées qui dessinent un discours dominant dur, dans lequel les chefs d'État ou de gouvernement doivent se positionner. Et, espère-t-on sans trop y croire, trouver un accord global les 28 et 29 juin prochain.

La sympathie de De Wever pour la CSU bavaroise

En Belgique, le patron de la N-VA Bart De Wever a déclaré sa « sympathie » pour la CSU, le parti de la droite bavaroise allemande qui menace de faire tomber le gouvernement Merkel, laquelle refuse le plan migration de son ministre de l'Intérieur et chef

de file de la CSU. Ce qui amène inévitablement à se poser la question : le parti nationaliste flamand demande-t-il comme son modèle bavarois un durcissement de la position belge, au risque aussi de mettre la coalition suédoise en danger ?

Un observateur belge constate « une évolution rapide de la politique migratoire et d'asile à l'échelle européenne, marquée par les contrôles aux frontières et le triage migrants et demandeurs d'asile depuis des "hot spots" ou des camps situés à l'extérieur de l'Europe... » Un discours relayé par le secrétaire d'État (N-VA) Theo Francken, lequel avait par exemple prôné la création de camps de migrants en Tunisie. Une proposition que certains

journaux étrangers, comme *Le Monde*, ont interprétée comme un durcissement de la position de la Belgique...

Un écart réduit entre MR et N-VA ?

L'écart entre le secrétaire d'État N-VA et le locataire libéral-réformateur du Seize s'est-il réduit ces dernières semaines ? On en convient *off the record* parmi les bleus. En témoigne un « argumentaire MR » confectionné à la Toison d'Or et (surtout) rue de la Loi, transmis aux responsables du parti, en date du 15 juin, qui trace la ligne en trois points, dont voici les intitulés : « 1. Renforcement des frontières extérieures de l'Union européenne. 2. Réforme des accords de Dublin. 3. Mise en

place de centres d'information et d'orientation pour les migrants... Au sein du MR, l'inflexion est assumée. Et elle a été théorisée par Charles Michel. En bureau du parti il y a huit jours, le Premier a « encouragé » les libéraux-réformateurs à être « fiers » de la politique entreprise jusqu'à présent, et les a appelés à serrer les rangs à présent autour d'une variante tendance serrage de vis, indispensable selon lui – on nous

rapporte ses propos – « car il y a une insécurité dans la population en Europe, il faut apporter des réponses cohérentes, c'est la condition pour stopper la poussée populiste que l'on constate un peu partout, et pouvoir répartir alors sur de bonnes bases ». Message : le fameux serrage de vis n'est pas populiste, il vise au contraire à contrecarrer le populisme.

Parmi les « nouvelles » idées le plus souvent citées publiquement ces derniers temps : ces camps extérieurs donc, parfois pudiquement appelés « hotspots », et qui figurent bel et bien au point trois du document libéral cité plus

haut. (Une autre version passablement choquante en est discutée par plusieurs pays, Autriche en tête, pays qui reprend en juillet la présidente tournante de l'UE : il s'agirait de demander à des pays européens hors UE, tels l'Albanie ou le Kosovo, de retenir les migrants dans des camps avant de les déporter hors Europe.) Ce mardi, l'idée a fait son apparition dans la première version des

conclusions du prochain sommet, élaborée par les services du président du Conseil européen Donald Tusk : le document évoque le « concept de plateformes régionales de débarquement » qui « devraient permettre d'opérer rapidement la distinction entre les migrants économiques et ceux qui ont besoin de protection internationale », autrement dit des réfugiés.

Camps ou centres d'information ?

Selon nos informations, ce « concept » n'est pas du goût de Charles Michel. (Mardi en conférence de presse conjointe avec Emmanuel Macron en Allemagne, la chancelière a balayé cette proposition même pas encore discutée par les ambassadeurs...) Le Premier ministre belge plaide auprès de ses homologues la création des « centres d'information et d'orientation », évoqués plus haut, pas seulement sur le pourtour méditerranéen, mais aussi dans les pays d'origine et à proximité des pays en conflit. Il s'agirait d'abord d'y informer, c'est-à-dire de dissiper les illusions des candidats à la migration, et d'y favoriser le retour au pays moyennant incitants financiers. Une formule déjà expérimentée à Agadès au Niger, carrefour migratoire vers l'Europe. Quant à la notion de camps proprement dits, comme en avait évoqué Theo

Francken ou d'autres populistes européens, on fait remarquer du

côté du 16, rue de la Loi que même parmi les tenants de la droite dure, y compris la N-VA, on mesure le danger que ces centres ne deviennent rapidement de gigantesques aimants à migrants. Pas vraiment l'effet recherché, même si l'idée n'en est pas totalement écartée... Plus récemment, Theo Francken a lui aussi souhaité que les demandeurs d'asile soient orientés et gérés à l'avenir, non pas dans des « hotspots » situés aux portes de l'Europe, mais depuis leurs points de départ, dans des camps de l'ONU en

marge des zones de guerre qu'ils veulent fuir : « De cette façon, les réfugiés n'auront plus à traverser tout le Sahel pour demander l'asile en Afrique du Nord. » Car c'est aussi une option que soutiendrait Charles Michel : celle d'organiser des « réinstallations » vers l'Europe de vrais réfugiés identifiés dans ces éventuels « centres d'information ».

La position de la Belgique ?

Quelle sera la position belge qu'ira en définitive défendre Charles Michel au Conseil européen ? Et cette position fera-t-elle l'objet de tensions au sein de la coalition, en particulier avec la N-VA, qui devait arrêter sa position dans ce dossier dans la soirée de mardi ? Un observateur extérieur à la coalition confie : « Vous verrez, ils ne s'arrêteront pas en chemin, ils continueront à mettre la pression, ce ne sera jamais assez

pour eux, ils poussent Charles Michel toujours plus en avant... » Selon les informations du *Soir*, le Premier ministre, qui comme avant chaque sommet européen multiplie les contacts avec ses homologues afin de cerner les positions des uns et des autres, ne se montre pas plus préoccupé que d'habitude par la nécessaire concertation interne. Il a d'abord beau jeu de dire, comme convenu entre les 28 dirigeants européens, que puisque les ministres de l'Intérieur ou de la Migration – en Belgique tous deux N-VA – n'ont pas réussi à trouver un accord entre eux, le dossier remonte aux chefs d'État ou de gouvernement. Le sujet migration fait l'objet ces jours-ci, selon l'habitude belge, d'une coordination par la « direction générale Europe ». Et on n'exclut pas une discussion à ce sujet en « kern ». Et si la N-VA, inspirée par la CSU bavaroise, y demande un durcissement de la position belge ? « Le CDEV et l'Open VLD y exprimeront aussi leurs propres positions, et le Premier ministre fera comme toujours : il en tirera lui-même la synthèse, qu'il défendra au Conseil européen avec la marge de manœuvre habituelle que se réservent les chefs d'État ou de gouvernement », nous explique-t-on en substance du côté du Seize. Mais personne ne niera, bien au-delà de la N-VA, que c'est dans un contexte où les discours durs ont pris le dessus dans le débat public, que les 28 devront trancher. ■

DAVID COPPI
JUREK KUCZKIEWICZ

Union européenne Les solutions de cette frange politique au casse-tête migratoire

Contourner la Convention de Genève ? Voilà encore peu, pareille proposition aurait provoqué un tollé dans un monde politique européen préoccupé de l'accueil de centaines de milliers de demandeurs d'asile venus chercher protection sur le Vieux Continent. Mais lorsque Theo Francken en parle désormais, c'est pour dire tout haut ce que l'Europe fait un peu déjà.

Depuis l'arrivée de la Ligue au pouvoir en Italie, la droite dure et l'extrême droite donnent le ton. Pourtant les chiffres des arrivées par mer ont rarement été aussi bas qu'en ces cinq premiers mois de 2018 : 32.814 personnes. À titre de comparaison, 206.593 personnes sont entrées entre janvier et mai 2016. ■

LORRAINE KIHIL

LES FAITS

L'Aquarius refoulé

Dimanche 10 juin, le navire qui sillonne depuis deux ans la Méditerranée, pour venir en aide aux migrants embarqués sur des pneumatiques, vient de secourir 630 migrants. Alors qu'une pre-

mière information des autorités maritimes l'informe d'une autorisation de débarquement en Sicile, une intervention du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini bloque le processus : le leader d'extrême droite ne veut pas du bateau, qu'il renvoie vers Malte. Là aussi, c'est un

refus. C'est finalement l'Espagne qui accepte le lendemain d'accueillir les migrants. Il faudra mobiliser deux navires supplémentaires et six jours de mer

pour rejoindre Valence. L'impératif humanitaire et le droit maritime avaient jusque-là toujours primé, le

refoulement de l'Aquarius est une première. Avec la réforme avortée du règlement Dublin qui prévoit que le pays d'entrée est responsable de la prise en charge des demandeurs d'asile, l'Italie porte presque seule la pression migratoire européenne.

Si l'Espagne a proposé une solution ponctuelle, humanitaire, aucune proposition structurelle n'a émergé pour faire face à un veto italien qui pourrait se poursuivre. Si ce n'est la création de camps de triage à l'extérieur de l'Europe.

L.K.

LES IDÉES

Des camps de triage à l'extérieur de l'Europe

Theo Francken n'a cessé de le répéter ces derniers jours : il souhaite que les candidats à l'asile perdent automatiquement leur droit à une protection en cas d'entrée illégale sur le territoire. Or, comme il n'existe pas de voie d'accès légale en vue de demander l'asile, l'opération reviendrait peu ou prou à supprimer les procédures en Europe. L'idée fait son chemin : refouler les migrants du territoire européen, quel que soit leur profil, pour ne sélectionner que les « vrais » réfugiés dont on veut bien et selon des quotas fixés par les pays d'accueil, via les réinstallations. Problème : c'est illégal. Sauf à changer

les traités internationaux qui obligent notamment les pays européens à s'assurer que la personne ne risque pas de traitement inhumain là où on

les renvoie.

On se montre donc créatif. Il y a quelques jours, le Conseil d'État français rejetait la notion de « pays tiers sûr » introduit dans la loi sur la migration actuellement débattue. Ce concept permettrait de contourner la loi pour créer des camps de triage aux portes de l'Europe. Theo Francken évoque la Tunisie, où les migrants interceptés en mer pourraient être déportés, tandis que le Premier ministre autrichien Sebastian Kurz travaille à la création de camps dans les Balkans, où les demandeurs d'asile déportés pourraient être

envoyés en vue de leur rapatriement. Une façon de sous-traiter la gestion de l'asile à l'extérieur des frontières européennes. Un projet de conclusion du prochain Conseil européen du 28 juin, auquel *Le Soir* a eu accès, introduit ainsi la notion ambiguë de « plateforme de débarquement régionale »

gérée en « étroite collaboration » avec le haut-commissariat aux réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations. « Une telle plateforme devrait proposer un processus rapide pour distinguer les migrants économiques de ceux ayant besoin d'une protection internationale, et de réduire ainsi la motivation à traverser une traversée périlleuse. »

L.K.

Des renvois Dublin plus expéditifs

Sous pression de son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, la chancelière allemande doit négocier des renvois plus expéditifs vers le premier pays d'entrée. Le règlement Dublin prévoit que c'est le premier pays où les empreintes d'un demandeur d'asile ont été enregistrées qui est responsable de son dossier d'asile. L'Italie a ainsi réadmis près de 65.000 personnes en 2016 au titre de ces renvois Dublin, d'après Eurostat. Mais la procédure peut prendre du temps car elle implique un échange d'informations entre les deux pays et une autorisa-

tion de transfert. Horst Seehofer, tenu par les élections à venir en Bavière, exige des décisions de transfert unilatérales – autrement dit, sans demander son avis à l'Italie – à partir du moment où la prise d'empreintes originelle est établie.

Ficher les Roms

« Le bon temps pour les clandestins est fini. » Le nouveau ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini imprime sa marque. Lundi, il annonçait vouloir recenser les Roms présents sur le territoire afin d'évaluer la possibilité de renvoi en cas de situation irrégulière. « Les Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison », a précisé le leader de la Ligue. Alors que le fichage sur base ethnique est interdit en Italie et malgré les réactions outrées de l'opposition et le recadrage de ses partenaires de coalition, Matteo Salvini persistait mardi sur Twitter : « Je ne cède pas et vais de l'avant ! D'abord les Italiens et leur sécurité. »

L.K.

Salvini : du cœur à gauche à la défense de la race blanche

- « Belle vie », « ports », « croisière », « recensement », en quatre mots, Matteo Salvini impose sa ligne xénophobe.
- Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur italien défie ainsi l'Europe, sans oublier d'exiger des excuses formelles de la France, ou d'insulter la Tunisie et Malte.

Quelques kilos de trop, un diamant à l'oreille et l'élégance d'un cousin de province endimanché, une pensée qui va rarement au-delà du slogan : le nouvel homme fort de la Péninsule n'a pas le physique de l'emploi. Pourtant, « l'autre Matteo », surnom qu'il s'est gagné dans sa bataille contre Matteo Renzi, est un animal politique capable de se renier pour surfer sur la vague de l'émotion, un tribun d'une redoutable efficacité, un stratège sans pitié. Un leader avec lequel l'Europe va devoir se confronter.

Matteo Salvini est né en 1973 dans une famille de petits entrepreneurs milanaïsi. Il ne se formalise pas si on lui rappelle ses études de cancre. « *La Padanie sera indépendante avant que je décroche mon diplôme d'histoire* », avait-il déclaré en plaisantant en 2014. De ses années de jeunesse, on se souvient surtout de sa pré-

sence assidue au stade San Siro pour soutenir le Milan AC d'un certain Silvio Berlusconi, un milliardaire qui le faisait rêver et dont il ne pouvait encore imaginer qu'il croiserait un jour la route.

Le cœur à gauche

Dans les années 90, le scandale « manipulite » révèle la corruption des partis traditionnels. Indépendantiste ou autonomiste selon l'humeur du moment, la Ligue du Nord apparaît comme une alternative empreinte d'honnêteté avec son slogan « Roma ladrona » (Rome la voleuse). Matteo Salvini est encore lycéen lorsqu'il s'engage à 17 ans dans la Ligue du Nord. Coup de chance, la décomposition des partis traditionnels qui a décimé la classe politique permet à ce jeune homme débordant d'énergie et idéaliste d'être élu en 1993 au conseil municipal de Milan.

Le cœur du jeune Salvini penche à gauche. Il défend les squats et dans le « parlement padan », parodie baroque de la Chambre des députés, il devient le leader des « communistes padans ». C'est à Radio Padania, la radio du parti, qu'il fait ses classes de tribun indépendantiste. Dialogue avec les auditeurs, slogans simplistes, outrances : Matteo façonne son style. Il arbore des tee-shirts « Padania is not Italy », soutient l'équipe de France contre la Squadra azzurra durant l'Euro 2000, refuse de serrer la main du Président Carlo Azeglio Ciampi parce qu'il

« ne le représente pas ». Son activisme lui vaut d'être élu au Parlement européen où il siégera de 2004 à 2006 et de 2009 à 2014. Un autre coup de chance. A Bruxelles, il apprend les arcanes de la machine européenne mais surtout, il se tient à l'écart de la bataille des chefs qui bouleverse son parti à la fin des années 2000.

En 2013, la Ligue du Nord, autrefois synonyme de probité, est en effet traversée par des scandales financiers qui touchent le premier cercle d'Umberto Bossi diminué par la maladie. Faux diplômes universitaires et voitures de luxe achetées pour les fils du fondateur sur la caisse du parti, fonds publics détournés en Tanzanie : la vieille garde est balayée.

Matteo Salvini joue les secouristes pour une Ligue du Nord à la dérive, et qui le nomme secrétaire en décembre 2013. Quelques mois plus tôt, en février 2013, le parti qui avait gouverné l'Italie avec Silvio Berlusconi n'avait obtenu que 4 % des voix aux élections politiques. Le folklore de la Padanie – une entité géographique inventée par Umberto Bossi dont les habitants sont censés descendre des Celtes – indépendante et le charisme du fondateur déchus n'ont plus prise sur les électeurs. La

Ligue du Nord est menacée de disparaître.

À droite toute

A moins que... En France, l'étoile de Marine Le Pen est au zénith. Elle a obtenu 18 % des suffrages aux élections présidentielles de 2012 et le Front national obtiendra 34 % aux européennes en 2014. Matteo Salvini comprend que le salut de la Ligue du Nord est dans un virage à droite toute. Le coup de foudre entre Matteo et Marine est réciproque. Les deux leaders se rencontrent et tissent des alliances en Europe. On les a vus danser ensemble un rock endiablé après un congrès du FN dont Matteo Salvini avait été l'hôte d'honneur.

La Ligue du Nord devient alors soudainement eurosceptique et contre l'euro. « Une monnaie qui a ruiné les Italiens, affirme Salvini. Elle se désintégrera toute seule lorsque plusieurs pays, dont l'Italie, décideront de l'abandonner. » Il désigne les immigrés comme l'origine de tous les maux : chômage, délinquance et déficit. Reste que le Front national est de tout temps un parti nationaliste et que la Ligue du Nord est encore un parti autonomiste uniquement implanté dans le nord. Qu'importe, après avoir abjuré sa foi communiste, Matteo Salvini abandonnera l'autonomisme padan. L'opération n'est toutefois pas simple. Dans le sud, les « teroni » (cul-terreux, le surnom donné aux habitants du sud par les militants de la Ligue) se souviennent encore d'une vidéo postée sur Facebook où un Salvini aviné chante « *Renifle comme ça pue, même les chiens s'enfuient, les Napolitains arrivent* ». Le patron de la Ligue du Nord procède donc en deux temps. En 2015, il crée dans le mezzogiorno, pour des élections locales, des listes intitulées « Nous avec Salvini ». Un parti éphémère destiné à faire ses premiers pas au sud du Tibre sans réveiller les souvenirs de la Ligue anti-terroni. En 2017, il rebaptise son parti : « Ligue », tout court. Entre-temps, il a gardé le profil bas sur les référendums sur l'indépendance en Ecosse et en Catalogne. De la Ligue du Nord d'autrefois, le nouveau sujet politique n'a conservé que le vert, le symbole du parti fondé par Umberto Bossi.

Occuper l'espace politique

Comment un indépendantiste de gauche peut-il se transformer en nationaliste d'extrême droite ? La question de la sincérité des convictions de Matteo Salvini se pose. Biographe du leader de la Ligue, Alessandro Da Rold a confié avoir entendu plusieurs fois Matteo Salvini avouer qu'il avait viré à droite « *parce que c'était le seul espace politique libre*. » La confession n'est pas surprenante. Hors caméra, un autre Salvini débarrassé des outrances du tribunal donne de lui une image modérée.

Père de deux enfants de deux lits différents, il a refait sa vie avec Elisa Isoardi, une ex-candidate à Miss Italie devenue animatrice à la Rai. Le couple est

sympathique et habile à vendre sa romance glamour dans la presse du cœur et aux émissions de l'après-midi suivies par les ménagères.

« *J'ai toujours des valeurs de gauche : la défense des plus faibles et la méfiance envers les banques et la finance* », nous avait-il encore déclarés en 2014. D'ailleurs, la Ligue a une histoire différente de celle du Front national. Elle n'est pas héritière d'une tradition de droite extrême et ne compte pas dans ses rangs des nostalgiques du troisième Reich ou de Mussolini.

Elle fut même courtisée par le parti démocrate dans les années 2000. Elle a déjà été plusieurs fois au pouvoir avec Silvio Berlusconi, pilier du Parti populaire européen, et gouverne, avec modération et discernement, des grandes Régions comme la Lombardie et la Vénétie. Certes, certains de ses membres dépassent depuis longtemps la ligne rouge de la décence. Le député européen Mario Borghesio a dispersé de l'urine de porc sur les emplacements où devaient se bâtir des mosquées. Le vice-président du sénat, Roberto Calderoli, a traité la ministre Cecilia Kyenge, d'origine congolaise, d'orang-outan. Mais dans un pays où la parole n'est pas toujours contrôlée, ces épisodes passent pour des dérapages individuels.

Défendre la race blanche

Toutefois, depuis quelques mois, Matteo Salvini et la classe dirigeante de son parti ont imprimé une dérive radicale qui situe désormais la Ligue dans les partis les plus extrêmes et xénophobes d'Europe. Il a indiqué ce lundi qu'il comptait procéder à un recensement de la communauté Rom en Italie, pour « *voir qui, comment et combien ils sont* ». Cela permettra, a-t-il expliqué, d'évaluer la possibilité d'expulser ceux de nationalité étrangère qui se trouveraient en situation irrégulière. Quant aux « *Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison* ». Il a aussi menacé de détruire leurs camps au bulldozer.

Une discrimination raciale, interdite par la Constitution, qui rappelle celle subie à la fin des années 1930 par les juifs transalpins et qui a suscité l'indignation de toute l'Europe. Il promet de bouter 600.000 immigrés hors de la Péninsule au prix de la plus grande déportation de masse depuis la Seconde Guerre mondiale. Au nom de la « *préférence nationale* », il veut réduire aux étrangers non communautaires légalement installés en Italie l'accès aux services sociaux. Lorsque, à la suite d'un crime commis par deux clandestins, un ancien militant de la

Ligue tire dans les rues de Macerata sur tous les noirs qu'il rencontre, Salvini le condamne mais ajoute : « *C'est de la faute de ceux qui nous ont remplis d'immigrés* ». De son côté, le président de la Région Lombardie issu de la Ligue, Attilio Fontana, a fait campagne au nom de la « *défense de la race blanche* ».

Flirtant en Italie avec les néo-fascistes de Casa Pound, Matteo Salvini a pour

meilleur allié en Europe Viktor Orban et, dans le monde, Vladimir Poutine. En matière de droits civils, Lorenzo Fontana, un proche collaborateur de Salvini nommé ministre de la Famille, a nié l'existence juridique des familles homoparentales, alors que l'union civile entre personnes de même sexe a été adoptée en 2016, et regretté que le programme commun du gouvernement ne contienne pas de restriction au droit à l'avortement. Le leader de la Ligue ne cache d'ailleurs pas sa proximité avec le catholicisme intégriste et il a provoqué la colère de la conférence épiscopale italienne en brandissant au cours d'un meeting un rosaire et une bible.

Une stratégie qui commence à payer dans les élections locales où, à partir de 2014, la Ligue relève la tête, y compris dans le sud. Toutefois, avant le 4 mars 2018, la hiérarchie au sein de la droite italienne semble fermement établie. Forza Italia est d'autant plus certaine de devancer la Ligue que Silvio Berlusconi a retrouvé son éligibilité après sa condamnation pour fraude fiscale. « *Salvini est un avant-centre, moi je suis le meneur de jeu* », affirme le Cavaliere.

Haute voltige politique

Erreur : au soir du 4 mars, les urnes démontrent le contraire. Avec 17 % des scrutins, la Ligue devance Forza Italia de 3 points. C'est la fin d'une époque politique qui avait commencé en 1994 avec le premier gouvernement Berlusconi-Bossi. L'élève a dépassé le maître.

Si le leader de la Ligue avait démontré son instinct politique en se mettant dans le sillage politique de Marine Le Pen, dans

lement était donc un accord entre Ligue et M5S. Mais ce schéma comportait deux risques pour Matteo Salvini. Tout d'abord rompre avec Silvio Berlusconi resté dans l'opposition. Cela aurait bouleversé les administrations locales, notamment les grandes Régions du Nord comme la Lombardie, la Vénétie ou la Ligurie, où Forza Italia et La Ligue gouvernent ensemble. Deuxièmement, en gouvernant avec le M5S sur la base d'un résultat électoral où la Ligue avait obtenu la moitié des votes du Mouvement, Salvini aurait été en position nettement subalterne par rapport à Luigi Di Maio.

Mais Salvini avait une botte secrète : le retour au vote dont il a menacé Silvio Berlusconi et Luigi Di Maio. En progression dans les sondages, il savait en effet qu'un nouveau scrutin en automne l'aurait placé dans une position encore plus favorable et qu'une partie de Forza Italia aurait abandonné le bateau berlusconien qui coule pour le rejoindre. Il avait vu juste. Aujourd'hui 91 % des électeurs de Forza Italia soutiennent la politique de Matteo Salvini. La droite traditionnelle est en train de se foudre dans le grand parti souverainiste.

Et la même menace a fonctionné avec le M5S. Non pas que le mouvement soit en chute libre dans les sondages, mais parce que le règlement interdit aux élus du M5S de faire plus de deux mandats. Pour Luigi Di Maio et ses lieutenants, le scrutin du 4 mars était la dernière occasion pour accé-

der au pouvoir. Matteo Salvini est donc au gouvernement avec le M5S tout en conservant son alliance avec Silvio Berlusconi... qui est dans l'opposition. Et il a obtenu du M5S des ministères de poids comme l'Intérieur, le secrétariat à la Présidence du conseil, les Relations européennes, la Famille, les Affaires régionales, l'Agriculture ou l'Administration publique. Un exercice de haute voltige politique.

Son habileté ne s'est pas démentie dans les premiers jours du gouvernement. Alors que le M5S doit affronter la dure réalité des finances publiques italiennes pour mettre en œuvre ses promesses électorales, le ministre de l'Intérieur a immédiatement occupé tout l'espace politique en se lançant, à coût zéro, dans la bataille

contre l'immigration. L'affaire de l'Aquarius, le navire avec à son bord 629 migrants sauvés des eaux à qui il a interdit l'accès aux ports italiens, est l'illustration de son cynisme. Car c'est le patron de la Ligue qui fait discrètement transférer les immigrants sauvés par des unités de la marine à bord du navire Aquarius de l'ONG « SOS Méditerranée ». Ce n'est que quand l'Aquarius a dépassé sa capacité d'accueil, limitée à 550 personnes, et que l'urgence humanitaire était évidente, qu'il a lancé son tweet provocateur : « *Fermons les ports italiens* ». Un formidable spot électoral lancé le jour où 7 millions d'Italiens étaient appelés à se prononcer pour des élections locales et réalisé aux dépens du Mouvement 5 étoiles. Le ministre M5S des Infrastructures, à qui revient théoriquement la décision d'ouvrir ou de fermer les ports, n'avait pas été consulté. La base du M5S, dont une partie est issue de la gauche, a dû avaler la couleuvre. Ainsi, le maire M5S de Livourne, Filippo Nogarini, qui s'était déclaré disposé à accueillir

l'Aquarius, a dû retirer son post de Facebook au nom de l'intérêt supérieur du gouvernement. Et le Président du conseil, compagnon de route du M5S, Giuseppe Conte, a été d'un silence assourdissant durant toute la crise.

A la tribune du Parlement, c'est désormais Matteo Salvini qui exige des excuses du gouvernement français, investissant ainsi le rôle du ministre des Affaires étrangères. Lorsqu'il annonce que Giuseppe Conte ne participera pas au sommet franco-italien – décision sur laquelle il est revenu depuis –, il parle comme le chef de l'exécutif. Et tout lui sourit. Les maladroites de la France, qui en matière d'accueil de migrants n'a de leçons à donner à personne, le justifient aux yeux des moins xénophobes des Italiens.

Jusqu'ou ira-t-il ?

Reste que Matteo Salvini joue avec le feu. Contraindre les ONG à naviguer jusqu'aux côtes espagnoles pour faire débarquer les migrants réduit l'assistance dans les zones à risque de naufrage. Une tragédie peut subvenir d'un moment à l'autre. L'opinion publique est versatile. Ceux qui criaient « *les immigrants dehors* » peuvent, devant le cadavre d'un enfant, mettre du jour au lendemain le ministre de l'Intérieur sur le banc des accusés. En outre, la Ligue a également fait des promesses économiques. Que diront les électeurs lorsqu'ils apprendront que la « flat tax » (réduction des impôts sur le revenu) et l'avancement de l'âge du départ à la retraite sont impossibles ? Il est trop tôt pour le dire. Car au cours des derniers jours, les compteurs des instituts de sondages s'affolent. 72 % des Italiens sont en faveur de la politique de la répression envers les migrants. Si la droite est, comme

on pouvait s'y attendre, compacte, c'est à gauche que se trouvent les plus grandes surprises. 46 % des électeurs du PD et 21 % de ceux de Libres et égaux, la gauche de la gauche, soutiennent la croisade anti-immigrés du ministre de l'Intérieur. Quelques voix s'élèvent dans la presse pour dénoncer la xénophobie du gouvernement mais la manifestation organisée par le PD n'a réuni que quelques centaines de personnes. Et la Ligue, qui le 4 mars avait eu 15 points de retards sur le M5S, est passée devant le Mouvement...

Jusqu'ou ira Matteo Salvini ? Rien ne semble pour l'heure pouvoir l'arrêter. ■

DOMINIQUE DUNGLAS

POPULARITÉ

17,3 %

C'est le score de la Ligue aux élections du 4 mars 2018, loin derrière le M5S (32,7 %).

28,5 %

À son arrivée au gouvernement, le 2 juin, la Ligue est créditée, dans un sondage hebdomadaire SWG, de 28,5 % des intentions de vote, contre 30,1 % pour le M5S.

29,2 %

Le même sondage fait désormais de la Ligue le 1^{er} parti d'Italie, crédité de 29,2 % des intentions de vote, contre 29 % pour le M5S.

UN VOCABULAIRE OUTRANCIER

Belle vie

« **Pour les migrants clandestins, la belle vie, c'est fini.** » 3 juin : ministre depuis quatre jours, Matteo Salvini s'en prend, dès sa première prise de parole publique, aux migrants clandestins, qui doivent, dit-il, « *se préparer à faire leurs bagages* ».

Fermer les ports

« **Je me verrai contraint de fermer les ports.** » 10 juin : Salvini annonce la mesure qu'il prendra si les 629 migrants à bord de l'Aquarius n'étaient pas autorisés à se rendre à Malte.

Croisière

« **Ce n'est pas qu'ils soient maintenant en mesure de décider où commencer et où finir la croisière.** » 14 juin : Salvini ironise à propos de la destination finale de l'Aquarius, navire humanitaire refoulé par les autorités italiennes.

Recensement

« **Les Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison.** » 18 juin : Salvini propose un recensement de la communauté rom pour permettre, entre autres, de faciliter les expulsions de ceux de nationalité étrangère en situation irrégulière.